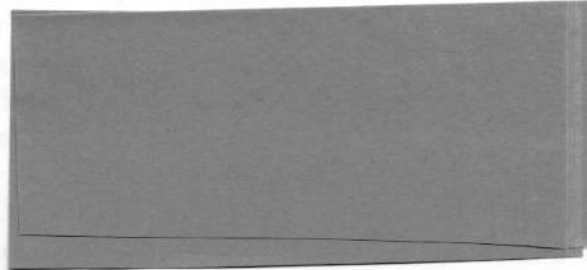


François HOLLANDE
Député de la Corrèze
Président du Conseil Général

Tulle, le vendredi 25 juillet 2008



N/Réf : PM/FH-08-07-67

Madame,

J'ai bien reçu votre courrier et je vous remercie de me livrer vos réflexions.

La réponse à vos questions se trouve déjà dans la contribution que je présente pour le congrès, où j'appelle à la cohérence du Parti socialiste et de la gauche :

L'UMP a beau avoir ses querelles de personnes, elle est dirigée par le Chef de l'Etat lui-même et elle a fédéré toutes les droites comme jamais -sous la V^e République- le parti du Président n'en avait été capable. C'est un fait historique majeur. L'extrême droite s'est évaporée et, même si les ressorts de son influence demeurent, son électorat s'est recyclé pour l'essentiel à droite ; quant au MoDem, il apparaît davantage comme une concurrence nouvelle pour la gauche que comme une dissidence à droite. Nous ne sommes plus en face d'une famille conservatrice éclatée en plusieurs organisations, minée par ses combats de chefs, tiraillée par de vraies différences culturelles, voire philosophiques ; le libéralisme et Nicolas Sarkozy ont gagné bien plus qu'une élection présidentielle ; ils ont consacré leur hégémonie respective dans leur camp.

À gauche, nous souffrons, dans ce contexte nouveau, d'une double difficulté. D'abord celle qui relève de nos propres comportements. Nos débats sont regardés comme des contradictions qui atteignent la lisibilité de notre expression. La préparation de la présidentielle conduit à réduire l'autorité du PS par rapport au rôle des personnalités. Et le non respect, même par quelques-uns, des décisions prises par nos instances, altère le crédit de notre parti. Ensuite, celle qui tient à nos alliances. L'union de la gauche des années 70 et 80 a vécu ; la gauche plurielle des dernières années aussi. Mais rien ne les a remplacées, sauf des rassemblements de circonstance, au moment des élections locales et des désistements loyaux lors des scrutins de 2007. Sans structure commune, ni projet de gouvernement, ni candidature unique, la gauche ne peut pas bénéficier d'une dynamique permettant de dépasser les frontières partisans, de porter haut ses couleurs dès le premier tour de l'élection présidentielle et de donner une cohésion à une future majorité. Dans cette situation, qui s'étonnera que la droite

rêve d'un retour au scrutin majoritaire où elle l'emporterait non du fait d'un rapport de force favorable, mais de son strict avantage comparatif en termes d'unité ?

La leçon est claire : il faut fédérer la gauche. Celle qui veut gouverner avec nous. L'extrême gauche est dans une autre logique – celle d'une structuration de la radicalité. Elle doit être mise au défi non de sa sincérité, mais de sa responsabilité : à quoi sert la protestation si elle est impuissante démocratiquement ? Toute l'histoire du mouvement socialiste montre que les grandes avancées sociales ont été obtenues lorsque nous étions au pouvoir. Ces réussites constituent un héritage dont nous pouvons être fiers, qui amplifie encore les attentes à notre égard et qui rend d'autant plus nécessaire notre cohérence de parole et d'action.

Comme Premier secrétaire, j'ai eu à plusieurs moments à affronter les ferments de division. Et je revendique d'avoir fait prévaloir l'unité, au lendemain de 2002 comme la synthèse à la veille des échéances de 2007. C'était mon devoir, dans ma fonction, à des moments où beaucoup de Français s'interrogeaient sur notre capacité à vivre ensemble. C'est le même esprit qui nous a permis d'engager notre rénovation avec la déclaration de principes qui, désormais, nous réunit tous.

J'ai décidé de ne pas être candidat à ma propre succession. J'avais pris cet engagement en 2005, lors du Congrès du Mans. Je le respecte, après plus de 10 ans passés à la tête du PS. Je connais les atouts considérables que recèle notre formation politique : le dévouement de ses militants, la densité de son réseau d'élus –avec nos victoires de 2004 et de 2008-, la crédibilité dans l'exercice du pouvoir, local comme national. Mais, je peux aussi mesurer ses fragilités : vulnérabilité dans son assise électorale – notamment lors de l'élection présidentielle, étroitesse sociologique de sa base –encore trop éloignée de la réalité de notre société, individualisme des comportements au sommet.

Ces lignes ayant été rendues publiques, vous pouvez bien évidemment les reprendre. Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

32 - à vous,



François HOLLANDE